

Aux termes de la Convention sur les armes chimiques (CAC), qui est entrée en vigueur en avril 1997, la Russie avait convenu de détruire son arsenal d'armes chimiques d'ici 2007. La Russie ayant toutefois manqué de ressources pendant dans les premières années qui ont suivi l'adoption de la convention, elle sera incapable de respecter cette échéance. La Russie a demandé que le délai soit reporté de cinq ans, ce que la CAC permet, mais il est clair que l'aide internationale restera nécessaire pour mener à bien cette tâche importante.

Le respect de la Convention sur les armes chimiques

La CAC exige de tous les pays qui possèdent des armes chimiques qu'ils les détruisent au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la convention (donc, d'ici le 29 avril 2007). Même si les États parties sont libres de choisir leurs propres méthodes de destruction, ils sont tenus « d'accorder la plus haute priorité à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement », selon les termes de la CAC.

De plus, la convention détermine le rythme et la séquence de la destruction, et celle-ci fait l'objet de vérifications par des inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, qui sont présents sur les lieux en permanence. L'échéance de 2007 pour la destruction finale des arsenaux nationaux peut être reportée à 2012 si des circonstances exceptionnelles le justifient.

L'appui de la communauté internationale aux efforts de la Russie en vue de détruire ses armes chimiques a débuté avant la création du *Partenariat mondial*. La première usine russe de destruction d'armes chimiques a été construite à Gorny grâce à une aide importante reçue de l'Allemagne. Cette usine, qui détruit des agents vésicants, est entrée en service en décembre 2002. La Russie prévoit compléter la construction de deux autres usines, à Kambarka et Maradykovskiy, ce qui lui permettra de détruire 20 % de son arsenal d'ici 2007. La construction de quatre autres usines est prévue ou en cours. L'usine de Shchuch'ye, que le Canada aide à financer, devrait être en service en 2008.

« La destruction des armes chimiques est une grande priorité pour le Canada dans le cadre du *Partenariat mondial*. Non seulement la destruction des stocks russes d'armes chimiques renforce la sécurité internationale en aidant à faire en sorte que des terroristes, ou ceux qui leur donnent asile, n'acquièrent pas de telles armes, mais en plus, elle aide la Russie à respecter ses obligations aux termes de la Convention sur les armes chimiques et contribue donc aux efforts multilatéraux en matière de non-prolifération, de contrôle des armements et de désarmement. »

— Forum national de Green Cross, déclaration du Canada, Moscou, 12 novembre 2003



Image générée par ordinateur de l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye

Photo : Defense Threat Reduction Agency (DTRA) des États-Unis

La coopération internationale à l'œuvre

« De nombreux pays du *Partenariat mondial* soutiennent des projets liés à la destruction d'armes chimiques. Des projets de coopération commencés les années précédentes ont permis la destruction de plus de 640 tonnes d'armes chimiques. L'Allemagne, le Canada, les États Unis, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Russie, la Suisse et l'Union européenne contribuent à la destruction d'armes chimiques sur des sites tels que Gorny, Shchuch'ye et Kambarka. »

— Groupe de haut niveau du G8, Rapport annuel du *Partenariat mondial* du G8, juin 2004